



Editorial p.1 | La Chambre préliminaire I renvoie Thomas Lubanga Dyilo en jugement p.1 | Dates clé dans l'affaire *le Procureur c/ M. Thomas Lubanga Dyilo* p.2 | Les médias congolais couvrent l'audience p.3 | Dernier bilan sur les activités du Procureur p.3 | La Cour crée l'Unité de la sensibilisation et intensifie ses activités p.4 | Mme Socorro Flores Liera, Responsable du Bureau de liaison de la CPI à New York p.5 | Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone et la CPI finalisent les accords de coopération relatifs au procès de Charles Taylor p.5 | Reprise de la cinquième session de l'Assemblée des États parties à New York p.6 | Élection des membres du Comité de discipline et du Comité disciplinaire d'appel de la CPI p.6 | Le Conseil de coordination se penche sur la prochaine phase de la mise en œuvre du Plan stratégique p.6 | Les défis à relever sur le terrain : une perspective différente p.7 | La Cour met en place le 'Comité des locaux permanents' p.7 | Le Secrétaire Général de l'ONU en visite à la CPI p.8 | Président Kirsch au Guatemala p.8 |

Editorial

La décision de la Chambre préliminaire I marque une nouvelle étape dans l'évolution de cette Cour. C'est la première fois dans l'histoire des juridictions internationales que la confirmation des charges a lieu après un débat contradictoire et public. Ce numéro de la Lettre de la CPI vous propose quelques éléments de compréhension pour la suite de la procédure.

Cette période est non seulement marquée par l'évolution de la procédure judiciaire, mais également par la volonté de la Cour d'intensifier la coopération avec les États, les organisations intergouvernementales, et les autres juridictions internationales.

De même, comme nous l'avons indiqué à différentes occasions, la Cour s'est engagée pour permettre aux populations affectées de mieux comprendre cette justice internationale qui leur paraît encore lointaine. Dans ce cadre, la Cour souhaite renforcer un dialogue avec ces populations afin de mieux partager nos valeurs communes.

Enfin, dans la mise en place de son Plan Stratégique, la Cour continue à se structurer et à améliorer sa gouvernance interne, notamment s'agissant du dossier des locaux permanents, et des comités de discipline pour les avocats.

Bruno Cathala, Greffier

La Chambre préliminaire I renvoie Thomas Lubanga Dyilo en jugement

La Chambre préliminaire I de la Cour pénale internationale a confirmé les charges à l'encontre de Thomas Lubanga Dyilo en ce qu'elles concernent la période allant de septembre 2002, date de la création des Forces patriotiques pour la libération du Congo (FPLC), au 13 août 2003. La Chambre préliminaire I a donc renvoyé l'affaire en jugement devant une chambre de première instance, dont la composition sera annoncée par la Présidence.

La décision de la Chambre préliminaire I a été résumée oralement par le juge président Claude Jorda lors d'une audience publique qui s'est tenue à la Haye. La Chambre a décidé qu'il existait des preuves suffisantes donnant des motifs substantiels de croire que Thomas Lubanga Dyilo a engagé sa responsabilité pénale en qualité de coauteur pour les crimes de guerre consistant à procéder à la conscription et à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les FPLC, branche militaire de l'Union des patriotes congolais (UPC), et à les faire participer activement à des hostilités en Ituri (en République démocratique du Congo) au sens de l'article 8(2)(b)(xxvi) du Statut de Rome, pendant la période allant de septembre 2002 au 13 août 2003.

Il existe également des motifs substantiels de croire qu'après leur création, les FPLC auraient recruté de façon systématique un grand nombre d'enfants d'origine hema et qu'à l'issue d'une formation militaire, elles les auraient fait combattre en première ligne. En outre, à la création des FPLC, soit au début du mois de septembre 2002, un accord ou plan commun aurait uni Thomas Lubanga Dyilo et d'autres commandants de haut rang des FPLC. Ce plan aurait eu pour objectif de renforcer l'effort de guerre en recrutant de leur plein gré ou de force des jeunes dans les rangs des FPLC, en soumettant ces jeunes recrues à un entraînement militaire, en leur faisant prendre une part active à des opérations militaires et en les utilisant en tant que gardes du corps. La

Suite page 2

Dates clé dans l'affaire le Procureur c/ M. Thomas Lubanga Dyilo

03 mars 2004 La situation en République démocratique du Congo (RDC) a été déferée au Procureur par le gouvernement de RDC.



M Lubanga Dyilo en salle d'audience © ANP

23 juin 2004 Le Procureur, M. Luis Moreno-Ocampo, a annoncé sa décision d'ouvrir une enquête sur la situation en RDC. La Présidence a ensuite émis sa décision quant à la composition de la Chambre préliminaire 1 (CP 1) chargée d'examiner la situation en RDC. La Chambre est composée de la juge Akua Kuenyehia (Ghana), du juge Claude Jorda (France), juge président et de la juge Sylvia Steiner (Brésil).

12 janvier 2006 Le Procureur a soumis une requête à la CP 1 afin d'obtenir la délivrance d'un mandat d'arrêt contre M. Thomas Lubanga Dyilo.

17 janvier 2006 La CP 1 a accordé à six victimes le droit de participer aux procédures au stade de l'enquête sur la situation en RDC.

10 février 2006 La CP 1 a délivré un mandat d'arrêt contre Thomas Lubanga Dyilo sous scellés.

17 mars 2006 La CP 1 a rendu public le mandat d'arrêt. M. Thomas Lubanga Dyilo a été transféré au centre de détention à La Haye.

20 mars 2006 Le suspect a comparu pour la première fois devant la CP 1. Le Greffier commet provisoirement le conseil de permanence M. Jean Flamme aux fins de la première comparution de M. Lubanga Dyilo devant les juges.

13 avril 2006 M. Lubanga Dyilo a décidé de retenir les services de M. Flamme comme conseil de la Défense. Le conseil de la Défense est aussi composé de M. Geoff

Roberts et Mme Véronique Pandanzyla.

28 juillet 2006 La CP 1 a accordé à trois victimes le statut de participants à la procédure dans l'affaire *Le Procureur c/ M. Thomas Lubanga Dyilo*. Elles sont représentées par M. Luc Walley et M. Frank Mulenda.

28 août 2006 CP 1 a reçu les documents contenant l'état détaillé des charges et l'inventaire des éléments de preuve présentés à l'encontre de M. Lubanga Dyilo par le Procureur. Il est chargé du crime de guerre consistant à procéder à la conscription et à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou dans des groupes armés et de les faire participer activement à des hostilités en vertu de l'article 8(2)(e)(vii) du Statut de Rome, et ce, lors de conflits armés ne présentant pas un caractère international. L'équipe du Bureau du Procureur chargée de cette affaire est composée de Mme Fatou Bensouda et M. Ekkehard Withopf.

18 octobre 2006 La CP 1 a décidé de rejeter la demande de mise en liberté provisoire de M. Lubanga Dyilo présentée par la Défense.

20 octobre 2006 La CP 1 a accordé le statut de victime dans le cadre de l'affaire à un autre demandeur. Cette victime est représentée par Mme Carine Bapita Buyangandu.

9 - 28 novembre 2006 Audience de confirmation des charges : la CP 1 a entendu les arguments et les éléments de preuve du Procureur et de la Défense. Les représentants légaux des quatre victimes ont aussi présenté leurs observations durant leurs déclarations préliminaires et finales. C'est la première fois dans l'histoire du droit international pénal que les victimes ont pu faire valoir leurs droits par l'intermédiaire de leurs représentants légaux.

29 janvier 2007 CP 1 a conclu qu'il existe des preuves suffisantes donnant des motifs substantiels de croire que, de début septembre 2002 au 13 août 2003, M. Lubanga Dyilo est responsable, en qualité de coauteur, des chefs d'enrôlement et de conscription d'enfants de moins de 15 ans dans les Forces patriotiques pour la libération du Congo et du fait de les avoir fait participer activement à des hostilités, au sens de l'article 8(2)(b)(xxvi), soit dans un contexte d'un conflit armé international. Elle a renvoyé M. Lubanga Dyilo en procès.

30 janvier 2007 Le conseil de la Défense a

porté appel devant la Chambre d'Appel à l'encontre de la décision de la CP 1 qui confirme les charges.

31 janvier 2007 La Chambre d'appel a désigné le juge Georgios M. Pikis (Chypre) comme juge président dans le cadre de l'appel de la Défense.

5 février 2007 Le Procureur et la Défense ont soumis présenté à la CP 1 une autorisation d'interjeter appel de la décision confirmant les charges. La requête de la Défense a été déposée comme document confidentiel; la CP 1 a demandé qu'une version publique expurgée soit soumise par la Défense.

Pour de plus amples informations, merci de consulter: www.icc-cpi.int/cases/RDC/C0106.html

Derniers documents juridiques publics déposés au Greffe

Si vous souhaitez obtenir les dernières informations sur l'ensemble des documents juridiques publics déposés au Greffe concernant les situations et les affaires portées devant la Cour, veuillez consulter le site Internet de la CPI à l'adresse suivante : www.icc-cpi.int/cases.html.

Suite de la page 1.

Chambre a également considéré qu'il existait des motifs substantiels de croire que Thomas Lubanga Dyilo a assumé un rôle essentiel de coordination générale dans la mise en œuvre du plan commun, qu'il a personnellement rempli d'autres fonctions dans la mise en œuvre du plan commun et qu'il était au courant de l'importance de son rôle.

Selon la Chambre préliminaire I, bien que le plan commun ne ciblait pas expressément les enfants de moins de 15 ans - il visait en effet les jeunes recrues en général -, sa mise en œuvre risquait objectivement, dans le cours normal des événements, d'affecter des enfants de cette tranche d'âge. Elle a par ailleurs considéré qu'il existait des preuves suffisantes donnant des motifs de croire que Thomas Lubanga Dyilo et d'autres commandants de haut rang des FPLC partageaient la connaissance de ces faits et acceptaient ensemble ce résultat.

La Défense et le Procureur ont fait appel. Décision intégrale (version publique) : www.icc-cpi.int/library/cases/ICC-01-04-01-06-803_French.pdf

Les médias congolais couvrent l'audience



Journalistes et ONG assistant à la rediffusion à Bunia © ICC-CPI

La Section de l'information et de la documentation a pris un certain nombre d'initiatives visant à rendre publique la décision du 29 janvier de façon accessible et transparente, et à faire ainsi mieux connaître et comprendre le mandat de la Cour. Les médias congolais ont suivi avec intérêt les informations données par la Cour. La presse, les télévisions et les radios locales en Ituri et à Kinshasa ont donné un large écho à la décision de la Chambre préliminaire I tendant à renvoyer en jugement Thomas Lubanga Dyilo. En règle générale, les informations diffusées étaient exactes et objectives.

Pour garantir la bonne compréhension de la procédure judiciaire, l'équipe chargée des activités de sensibilisation en République démocratique du Congo (RDC) a rencontré

les journalistes avant l'audience afin de leur donner un aperçu de la procédure, de leur proposer son aide et de les informer des conséquences de la décision. Le 29 janvier, les cinq principaux journaux congolais ont publié un entretien avec le Greffier, M. Bruno Cathala, dans lequel celui-ci revenait en détail sur l'origine de l'affaire concernant Thomas Lubanga Dyilo, précisait les décisions que pouvait rendre la Chambre préliminaire I et indiquait la prochaine étape de la procédure. Selon les estimations, sachant que chaque journal est tiré à 2 500 exemplaires, la Cour a pu toucher au moins 12 500 personnes. Le jour suivant la publication de la décision, tous les journaux congolais ont fait paraître le communiqué de presse diffusé par la Cour. Certains ont également publié des articles d'opinion sur la décision.

Le prononcé de la décision ainsi que la conférence de presse donnée à La Haye par l'ensemble des participants à la procédure, ont été diffusés via Eurovision avec un différé de 30 minutes. Ils ont fait l'objet d'une retransmission en Europe et en Afrique et ont été diffusés en direct en RDC, en coopération avec la chaîne publique RTNC. En outre, cinq interviews données par des représentants de la CPI

sur le terrain ont été diffusées par les principales chaînes de télévision. Le 29 janvier, le bulletin d'informations de la plupart des télévisions s'est ouvert sur l'annonce de la décision de la Cour, parfois suivie d'entretiens avec des représentants d'ONG locales.

La majorité des radios de Kinshasa ont également rendu compte de la décision de la Chambre préliminaire. Six interviews portant sur la décision ont été données par des représentants de la CPI sur le terrain et diffusées par la radio, dont deux en Ituri.

En accordant une large place à l'Ituri, l'équipe chargée des activités de sensibilisation basée à Bunia a invité des journalistes locaux ainsi que des organisations non gouvernementales à participer à la projection de la retransmission. La diffusion a été suivie de débats sur la décision dirigés par un représentant de la CPI. La confirmation des charges a fait la une des actualités de toutes les radios locales ituriennes.

Il était par ailleurs possible de visionner l'audience via le site Internet de la CPI avec un différé de 30 minutes. En janvier, le site de la Cour a accueilli 127 637 visiteurs, soit une progression de 14,65 % par rapport au mois précédent, et 683 736 pages ont été consultées, soit 27,21 % de plus qu'en décembre. En janvier, c'est le lundi 29 que le plus grand nombre de personnes se sont connectées au site Internet.

Dernier bilan sur les activités du Procureur

Depuis son intervention en décembre devant le Conseil de sécurité de l'ONU au sujet de la situation au Darfour (Soudan), le Procureur s'emploie à faire progresser les enquêtes et les poursuites menées par ses services. Il se prépare notamment à présenter aux juges, en février, des éléments de preuve relatifs à la première affaire dans la situation au Darfour. Pendant tout le mois de janvier, le Procureur a également rencontré les représentants de différents États afin de débattre de questions diverses, et il s'est notamment rendu en Espagne pour y tenir une réunion avec des responsables de ce pays les 23 et 24 janvier dernier. Lors de sa visite en Espagne, il a également reçu le Prix international des droits de l'homme

2006 décerné par l'Association espagnole pour les droits de l'homme. En outre, le Procureur et des membres de la Présidence ont rencontré le Ministre de la justice de la République de Corée le 18 janvier et le Ministre d'État allemand aux affaires européennes le 26 janvier. Le 22 janvier, le Procureur a rencontré Joaquim Chissano, ancien Président du Mozambique et Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les zones touchées par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). Le 30 janvier 2007, le Procureur a prononcé un discours à l'Université de Stanford après avoir tenu une séance d'information lors de la réunion semestrielle de l'International Human Rights Funders Group (IHRFG) à San Francisco le 29 janvier.



Le Procureur de la CPI, M Luis Moreno-Ocampo © Reporters

La Cour crée l'Unité de la sensibilisation et intensifie ses activités



Un des séminaires en RDC © ICC-CPI

Après l'adoption du budget pour 2007, la Cour intensifie ses activités en matière de sensibilisation et procède à une restructuration de la Section de l'information et de la documentation qui met en œuvre le programme de sensibilisation. La Cour a institué l'Unité de la sensibilisation - dirigée par le coordinateur des activités de sensibilisation du public - et lancé la procédure de recrutement pour les postes approuvés par l'Assemblée des États Parties.

En annexe au plan stratégique de sensibilisation et d'information de la CPI, des plans d'action généraux pour 2007 ont été soumis à l'Assemblée des États Parties concernant les trois situations faisant l'objet d'enquêtes. La Cour tiendra les parties intéressées régulièrement informées des progrès réalisés. Les plans d'action correspondant à chacune des situations seront publiés tous les trimestres dans la rubrique « Sensibilisation » du site Internet de la CPI (www.icc-cpi.int), laquelle est actuellement en construction. Si les exigences en termes de confidentialité le permettent, un tableau des activités et des rapports y figurera également. Pour des raisons de sécurité, la plupart des plans relatifs au Darfour (Soudan) resteront confidentiels. Au cours des trois mois à venir, les activités de sensibilisation vont tirer profit des visites qui seront effectuées par le Greffier en République démocratique du Congo en mars, et par les responsables de la Direction des victimes et des conseils et de la Direction du service de la Cour en Ouganda en février.

Le programme de sensibilisation continuera pour le moment à exploiter les moyens actuellement utilisés pour communiquer avec les sociétés et les communautés touchées par les conflits. Bien que ces projets aient pour

vocation d'envisager de façon exhaustive les activités à entreprendre, ils seront évalués et mis à jour en fonction des besoins. De nouvelles activités y seront intégrées en temps opportun.

République démocratique du Congo

À l'heure actuelle, le programme mené par la Cour en matière de sensibilisation en République démocratique du Congo s'attache en particulier à expliquer le concept de crime de guerre tel que défini dans le Statut de Rome, les droits des défendeurs, et les

normes internationales les plus strictes en matière de procès équitable. Des enfants, des mineurs démobilisés ainsi que des représentants cléricaux et d'organisations non gouvernementales ont été invités à participer à des réunions d'information à Bunia et à Kinshasa.

Ce programme a pour objectif général de faire mieux comprendre à quel stade de la procédure se trouve l'affaire concernant Thomas Lubanga Dyilo, après la publication de la décision de la Chambre préliminaire I de renvoyer ce dernier en jugement. À cette fin, 211 personnes ont pris part à sept activités de sensibilisation organisées par la Cour à Bunia (en Ituri) et à Kinshasa. On comptait parmi les participants des représentants d'ONG travaillant dans le domaine des droits de l'homme, des notables locaux, des journalistes, des enfants démobilisés, des étudiants et des enseignants. Les questions posées visaient le plus souvent à obtenir des informations générales sur la Cour et les procédures qu'elle suit, sur les problèmes liés aux victimes et sur la relation entre systèmes nationaux d'administration de la justice et droit international pénal. La création de canaux de communication a été considérée comme une priorité et, à ce titre, des interlocuteurs pour chacun des groupes concernés seront désignés. En février et en mars, les activités de sensibilisation viseront en particulier les étudiants et les journalistes. Des séminaires seront organisés à l'Université protestante du Congo, à l'Université de Kinshasa et à l'Institut facultaire des sciences de la communication et de l'information. Afin que la presse puisse rendre compte des activités de la Cour de façon précise et exacte, la CPI organise à Bunia et à Kinshasa des ateliers consacrés à ce thème. Les journalistes travaillant pour la radio, la télévision et la presse y ont été conviés.

La Cour participera à une émission hebdomadaire diffusée sur Radio Okapi traitant de la justice, de la réconciliation et de la Cour pénale internationale. Les questions des auditeurs seront posées à des invités d'honneur : professeurs congolais, juristes, représentants de la CPI, etc. Les thèmes suivants devraient faire l'objet d'un débat au cours des prochaines semaines : « Les crimes relevant de la compétence de la Cour », « La victime et ses droits », « Qu'est ce qu'un procès équitable ? », « La coopération des ONG avec la CPI », « Le principe de complémentarité », « La compétence de la CPI en RDC » et « Qu'est ce qui distingue la CPI des autres organisations internationales à vocation judiciaire ? ».

Ouganda

En Ouganda, au cours du premier trimestre 2007, la Cour mènera ses activités en matière de sensibilisation dans les régions peuplées par les communautés teso et lango, qui ont été touchées par le conflit actuel. L'objectif est de faire mieux comprendre la mission de la CPI et d'appuyer les réseaux de sensibilisation parmi les chefs de clan, les ONG, les membres de conseils locaux, les officiers de l'armée et les juristes. Une attention particulière sera accordée aux questions relatives à la défense et aux témoins ainsi qu'aux droits des victimes. Des représentants de la Cour dialogueront avec la société ougandaise par l'intermédiaire des médias locaux. Il est prévu qu'ils participent à des émissions de radio et de télévision consacrées à des sujets allant des droits de la défense au principe de complémentarité en passant par les droits des victimes.

Des rencontres informelles seront organisées avec de hauts responsables politiques et des personnes influentes, tels que des membres du Parlement présidant des commissions spécialisées, des organisations non gouvernementales, des responsables de réseaux religieux, des directeurs de médias et des chefs de rédaction. Ces activités visent à dissiper toute idée fausse concernant la Cour, son mandat et ses activités. Les ateliers programmés à Soroti, Adjumani, Gulu et Lira visent en particulier les districts d'Amuria, de Katakwi, de Soroti, d'Adjumani et de Moyo. En outre, la Cour entend, avec le concours d'autres partenaires, faire mieux comprendre ses activités aux journalistes ougandais. Un atelier de 5 jours organisé sur le thème du journalisme d'enquête par la Coalition ougandaise pour la Cour pénale internationale (UCICC) et le Balkan Investigative Reporting Network (BIRN) devrait avoir lieu du 26 février au 2 mars 2007.

Mme Socorro Flores Liera, Responsable du Bureau de liaison de la CPI à New York



La nouvelle responsable du bureau de liaison de la CPI
© ICC-CPI

Mme Socorro Flores Liera est la responsable du Bureau de liaison de la CPI établi au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Le nouveau bureau a été créé suite à une décision de l'Assemblée des États Parties. L'ancienne diplomate mexicaine met en place cette unité destinée à appuyer les enquêtes de la Cour, les opérations sur le terrain et les fonctions générales de la Cour, en facilitant les interactions entre d'une part, les organes de la Cour et le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties, et de l'autre, l'Organisation des Nations Unies et ses

agences spécialisées. Le renforcement de la communication avec les nombreuses organisations internationales et les entités non gouvernementales présentes à New York devrait contribuer à une meilleure compréhension du rôle et des engagements de la CPI.

Le bureau de liaison à New York procurera les supports administratif, logistique et opérationnel nécessaires. De plus, ce bureau participera à la mise en œuvre de l'Accord de relation conclu entre la Cour et l'ONU. Il apportera aussi son support au Bureau de l'Assemblée et à ses groupes de travail ainsi qu'au Président du Bureau.

En tant que responsable du bureau de liaison de la CPI à New York, Mme Socorro Flores Liera se chargera d'entretenir en permanence des relations étroites avec les différentes parties concernées, relations qui sont essentielles pour renforcer les réseaux nécessaires afin que la Cour soit informée des développements susceptibles d'affecter ses opérations et soit en mesure de les anticiper. Mme Socorro Flores Liera assurera la liaison avec l'ONU et les autres acteurs, tels que les représentants des États Parties et des organisations internationales, devant lesquels elle représentera la Cour.

Biographie

Mme Socorro Flores Liera est une juriste mexicaine spécialisée en droit international. Elle a intégré le service diplomatique mexicain en 1992 et occupé, au sein du Ministère des affaires étrangères, diverses fonctions juridiques, dans son pays et à l'étranger. En 2002, elle était la conseillère juridique de la délégation mexicaine auprès de l'Organisation des Nations Unies qui a contribué à l'adoption du Statut de Rome et à la création de la Cour pénale internationale. Mme Flores Liera a par ailleurs travaillé pour la Mission du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne (Autriche) et représenté son pays devant la Cour internationale de Justice.

Mme Flores Liera a occupé d'autres postes au Ministère mexicain des affaires étrangères, notamment ceux de directrice du service chargé des questions relatives au droit international au sein du Bureau du conseiller juridique et de chef de cabinet du sous secrétariat des affaires internationales et des droits de l'homme. Elle est titulaire d'un diplôme en droit de l'Université ibéroaméricaine et d'une maîtrise de l'Université autonome de Mexico.

Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone et la CPI finalisent les accords de coopération relatifs au procès de Charles Taylor

Le Greffier du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, M. Lovemore G. Munlo, s'est rendu à La Haye en janvier dans le cadre d'une visite effectuée par une délégation chargée de finaliser des accords de coopération avec la Cour pénale internationale. Il y a rencontré le Greffier de la CPI, M. Bruno Cathala, ainsi que des chefs de section de la Cour pour faire le point sur la mise en œuvre du Mémorandum d'accord. Aux termes de ce mémorandum, signé en avril 2006 par la CPI et le Tribunal spécial, celui-ci utilisera les services et installations de la CPI, notamment la salle d'audience, les installations du quartier pénitentiaire et les autres services d'appui requis pour conduire le procès de Charles Taylor, qui doit s'ouvrir à La Haye le 4 juin 2007.

Le 26 janvier 2007, le Tribunal spécial a tenu une conférence de mise en état consacrée aux progrès réalisés par les parties en ce

qui concerne leurs préparatifs en vue de l'ouverture du procès. Cette conférence a porté sur deux questions essentielles, à savoir la communication des éléments de preuve conformément à l'article 68 du Règlement du Tribunal spécial et la reconnaissance des faits admis conformément à l'article 73 bis dudit Règlement.

En raison des préoccupations liées à l'instabilité de la région, le 20 juin 2006, Charles Taylor a été transféré de Freetown, Sierra Leone, au quartier pénitentiaire de la CPI. Toutefois, la Cour ne conduira pas son procès. Il le sera par une chambre de première instance du Tribunal spécial qui siégera à La Haye. Tous les frais seront réglés d'avance par le Tribunal spécial par le biais d'un fonds spécial créé par le Greffier de la CPI.

La CPI et le Tribunal spécial sont des

organisations indépendantes. La première a été instituée par un traité international, le Statut de Rome, auquel 104 États sont parties. La seconde est un tribunal indépendant créé conjointement par l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement sierra léonais.

Audience de la Cour spéciale pour la Sierra Leone dans les
locaux de la CPI © Jerry Lampen - Reuters



Reprise de la cinquième session de l'Assemblée des États Parties à New York



Délégués participants au résumé de la cinquième session à New York © ICC-CPI

L'Assemblée des États Parties a repris sa cinquième session au siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 29 janvier au 1^{er} février 2007. La cinquième session était consacrée aux activités du groupe de travail spécial sur le crime d'agression, présidé par son Excellence l'Ambassadeur Christian Wenaweser (Liechtenstein). Le rapport établi à l'issue de cette session peut être consulté sur le site Internet de la Cour: www.icc-cpi.int/asp/asprecords/ASP_5th_session.html

Bureau

Le Groupe de travail de La Haye du Bureau de l'Assemblée, présidé par Mme l'Ambassadrice Sandra Fuentes-Berain (Mexique) a tenu sa première réunion de l'année 2007 le 17 janvier dernier. Il a notamment été débattu de l'organisation de ses travaux pour l'année 2007, ainsi que de la question des locaux permanents. Des représentants des trois organes de la Cour sont également intervenus devant le Groupe de travail pour aborder la question de la coopération.

Élection des membres du Comité de discipline et du Comité disciplinaire d'appel de la CPI

Le Greffe vient de procéder à l'élection des membres permanents et suppléants des comités disciplinaires de la Cour. Le Comité de discipline est un conseil collégial dont les membres sont chargés d'examiner les allégations et plaintes formulées concernant des fautes professionnelles commises en violation du Code de conduite professionnelle des conseils. Les décisions rendues par le Comité de discipline peuvent faire l'objet d'un appel devant le Conseil disciplinaire d'appel. Marie-Pierre Poulain (France) et Aïcha Condé (France et Guinée) ont été élues aux deux postes de membres permanents du Comité de discipline, et José María Davó Fernández (Espagne) a été choisi comme membre suppléant. Pascal Vanderveeren (Belgique) et John Wesley Hall (États Unis) ont été élus aux postes de membres permanents du Conseil disciplinaire d'appel, et Giuseppe Battista (Canada) a été choisi comme membre suppléant. Leur nomination le 8 décembre 2006 intervient à la suite des premières élections de ce type organisées par le Greffe.

Dans le cadre de l'organisation des élections, le Greffe avait tout d'abord informé les barreaux nationaux, les instances

indépendantes représentatives d'associations de conseils et de praticiens du droit et les personnes figurant sur la liste des conseils tenue par le Greffe que des élections auraient lieu et a invité les candidats qualifiés à poser leur candidature avant le 15 septembre 2006.

Le 13 octobre 2006, la liste des candidats a été envoyée aux personnes figurant sur la Liste des conseils établie par le Greffe, et la date à laquelle la Direction des victimes et des conseils devait recevoir les résultats a été fixée au 27 novembre 2006.

À la clôture du scrutin, et pour garantir la transparence des élections, le Greffe a nommé un jury chargé de dépouiller les votes, composé de Jeroen Brouwer, du barreau néerlandais, Fiona McKay, chef de la Section de la participation des victimes et des réparations, Esteban Peralta-Losilla, chef de la Section d'appui à la Défense, et Sam Shoamanesh, juriste adjoint de la Section d'appui à la Défense de la Direction des victimes et des conseils.

Sur les 61 bulletins de vote reçus, 15 ont été déclarés nuls en raison d'irrégularités.

Le Conseil de coordination se penche sur la prochaine phase de la mise en œuvre du Plan stratégique

Le Conseil de coordination s'est réuni en janvier pour débattre de la prochaine étape de la phase de mise en œuvre du Plan stratégique de la Cour pénale internationale. Des stratégies correspondant à chaque objectif stratégique sont en cours d'élaboration.

Dès qu'elles auront été mises au point, ces stratégies seront présentées au Conseil de coordination qui devra alors se prononcer sur leur mise en œuvre. Les questions liées à leur exécution seront également étudiées, comme le calendrier envisagé ou la possibilité d'organiser une formation destinée aux hauts responsables de la Cour en vue de concrétiser ces propositions. La prochaine réunion du Conseil de coordination se tiendra à la fin du mois de février 2007.

Les défis à relever sur le terrain : une perspective différente

Le Greffe a organisé le 18 janvier dernier une séance de réflexion informelle dont le but était d'approfondir les connaissances de son personnel, en particulier celui travaillant sur le terrain, concernant les défis complexes et multiples que présentent les environnements isolés dans lesquels il opère. Des spécialistes de l'anthropologie, des droits de l'homme et de la sociologie, ainsi que des personnes ayant spécifiquement participé à des commissions de vérité et de réconciliation étaient invités à cette séance, en vue de multiplier les points de vue sur ces défis. Des représentants de la Direction du service de la Cour, de la Section de l'information et de la Section de la participation des victimes et des réparations, et de la Direction des victimes et des conseils du Greffe figuraient parmi les participants.

Dans le cadre des situations en Ouganda, en République démocratique du Congo et au Darfour (Soudan), l'acquisition d'une connaissance approfondie de la complexité de la culture, des traditions et des mécanismes judiciaires locaux est une condition sine qua

non de la réussite des opérations menées sur le terrain par les équipes du Greffe. Les débats se sont par conséquent articulés en deux parties. Les discussions ont tout d'abord porté sur les aspects théoriques liés à l'intervention des spécialistes du Greffe sur le terrain, en particulier ceux chargés de la protection des victimes et des témoins, de la communication et des activités de sensibilisation, et de la participation des victimes et des réparations. On s'est ainsi demandé si une telle intervention devrait suivre une approche globale prédéfinie ou si elle devrait plutôt tenir compte des spécificités culturelles de chaque pays, en s'attachant à identifier les avantages et les inconvénients de chacune des deux approches.

La séance de l'après midi a quant à elle porté sur les aspects pratiques du travail sur le terrain, les débats tendant vers l'élaboration d'une stratégie d'action que les équipes du Greffe pourraient appliquer dans les différentes situations et qui pourrait les aider à faire face aux réalités locales, et ce, en complément des prescriptions du Statut de

Rome. Les discussions ont surtout porté sur des sujets comme la participation des victimes et les réparations, la représentation légale, la protection des témoins, la sécurité, la perception de la justice internationale pénale, les activités de sensibilisation et la communication. Au cours des débats, ces différents thèmes ont été analysés sur la base de l'expérience particulière des spécialistes invités et, lorsque cela était possible, des recommandations concrètes ont été formulées. En conclusion, les participants ont remercié le Greffe de les avoir invités à cette session. De manière générale, beaucoup ont eu le sentiment que cet exercice avait permis d'enrichir le travail du Greffe de nouvelles perspectives, qui méritent d'être approfondies.

Le Greffier et des participants © ICC-CPI



La Cour met en place le 'Comité des locaux permanents'

Conformément aux modalités de gouvernance interne concernant les locaux permanents proposées par la Cour et approuvées par les États Parties, la Cour a mis en place le comité de locaux permanents (CLP). L'objectif de ce comité est de garantir que toutes les décisions concernant le futur bâtiment seront prises d'une manière transparente et sans retard afin que le projet soit réalisé correctement et que les parties prenantes soient informées régulièrement.

Le comité est composé des hauts responsables des principaux groupes d'utilisateurs : Présidence, Chambres, Bureau du Procureur, Greffe (y compris la défense, les victimes et les témoins), Secrétariat de l'Assemblée des États Parties. Le Greffier, en qualité de coordinateur du projet, sera assisté par le Directeur du projet, un nouveau poste prévu dans le budget 2007.

Bien que des décisions importantes doivent encore être prises par les États Parties, beaucoup de progrès ont été réalisés au cours de l'année 2006. L'Assemblée des États Parties a prié la Cour, sans préjudice de la décision finale sur l'emplacement des futurs locaux permanents de la Cour, de diriger désormais son action sur la construction du bâtiment sur le site de l'*Alexanderkzerne*. La Cour devra préparer le cahier des charges, ainsi qu'en

consultation avec l'État hôte, l'estimation des coûts et d'un calendrier provisoire du projet. La structure de gouvernance établissant le rôle de l'Assemblée, de la Cour et de l'État hôte est également à l'étude. Le Bureau de l'AEP devra également établir des options applicables à une structure de gouvernance globale.

Visite à la Cour de Justice des Communautés Européennes (Luxembourg)

Afin d'avoir un aperçu des expériences des autres organisations engagées dans des projets similaires, une délégation de la Cour pénale internationale a récemment rendu visite à la Cour de Justice des Communautés Européennes (CJCE), au Luxembourg.

La CJCE est en train de se développer pour s'adapter à l'élargissement de l'Union Européenne de 2004, ce qui nécessite un accroissement de l'espace dédié aux bureaux afin d'accueillir les nouveaux membres et le nouveau personnel, ainsi qu'une augmentation de la capacité de la salle d'audience. Le coût total de cet accroissement avec les travaux connexes est évalué à 343 million d'euros. Le financement sera assuré par la Banque Européenne d'Investissement, la Banque de Luxembourg, et la Caisse d'Épargne de l'État. Le projet a été conçu par l'architecte français

Dominique Perrault, et le plan a été mis au point en collaboration avec les architectes luxembourgeois Paczowski et Fritsch. M. Perrault est reconnu internationalement pour ses projets à grande échelle, parmi lesquels la Bibliothèque Nationale de France, qui a beaucoup fait parler d'elle.

Le travail sur le Complexe agrandi des quatre bâtiments de la CJCE, implique le renouveau du bâtiment principal et la construction d'une structure en anneau autour de ce dernier, ainsi que deux tours adjacentes de 100m de hauteur.

L'accomplissement du projet, qui a commencé en 2003 par le désamiantage des locaux existants et par des travaux de fouilles, est prévu pour 2007/8, et il aboutira à doubler la taille actuelle de la Cour. L'espace total brut dont il s'agit est 76 000m² : le tiers sera occupé par les traducteurs installés dans les tours, 10 500m² seront occupés par les bureaux, les bureaux du Président de la CJCE, et ceux des membres de la Cour, 23 000m² seront pour l'espace public extérieur, et enfin, 770 m² pour l'espace de stationnement.¹

¹ Pour en savoir plus, voir www.designbuild-network.com/projects/ecj/

Le Secrétaire Général de l'ONU en visite à la CPI

Le Secrétaire Général des Nations Unies (ONU), S.E. Ban Ki-Moon, a visité la Cour pénale internationale (CPI) le 1^{er} février 2007, dans le cadre d'une visite officielle. Le Secrétaire Général et sa délégation ont rencontré le Président, le juge Philippe Kirsch, la première vice-présidente, la juge Akua Kuenyehia, le second vice-président, le juge René Blattmann ainsi que le Procureur Luis Moreno-Ocampo et le Procureur adjoint Fatou Bensouda.

Les deux délégations ont discuté de questions concernant les relations entre l'ONU et la CPI. Au cours de l'entretien, le Président Kirsch et le Procureur Moreno-Ocampo ont donné une présentation générale des activités menées par la Cour, et par le Bureau du Procureur.

Le Président Kirsch a remercié le Secrétaire Général pour le soutien continu de l'ONU à la CPI tout en soulignant l'importance de maintenir une telle coopération, déclarant que : « Bien que la CPI soit indépendante de l'ONU, les deux institutions opèrent dans un contexte d'interdépendance ».

Le Procureur de la Cour, M. Luis Moreno Ocampo, a exprimé sa gratitude à l'égard de la coopération et du support de l'ONU. Il a aussi



Les deux délégations discutent des relations entre la CPI et l'ONU © ICC-CPI / Hans Hordijk

souligné le besoin de travailler ensemble afin de promouvoir le message que mettre une fin à l'impunité procurera une paix et stabilité durables.

La CPI est une organisation internationale indépendante. La CPI maintient des relations avec l'ONU par l'intermédiaire d'une entente conclue en octobre 2004. La CPI et l'ONU

coopèrent ensemble dans divers domaines, y compris dans l'échange d'information et le support logistique. La CPI fait état tous les ans de ses activités à l'Assemblée générale des Nations Unies

Accord négocié régissant les relations entre la Cour pénale internationale et l' Organisation des Nations Unies ICC-ASP/3/Res.1 : www.icc-cpi.int/library/asp/ICC-ASP3-Res1_French.pdf

Président Kirsch au Guatemala



Président de la CPI Philippe Kirsch, vice-président du Guatemala Eduardo Stein et Ministre des Affaires étrangères Gert Rosenthal © Action Mondiale des Parlementaires

Le Président Philippe Kirsch s'est rendu au Guatemala les 23 et 24 janvier sur invitation du Ministre guatémaltèque des Affaires étrangères. Au cours de son voyage, le Président Kirsch a eu l'opportunité de rencontrer le vice-président du Guatemala, le Ministre des Affaires étrangères, le

Président du Congrès, le Président de la Cour constitutionnelle, la Commission présidentielle de coordination de la politique exécutive sur les Droits de l'Homme, ainsi que des représentants de la société civile et des médias. Le Guatemala envisage actuellement son adhésion au

Autres visites

Le Ministre de la justice de la République de Corée, S.E. Kim Sung-Ho, a effectué une visite officielle à la Cour le 18 janvier 2007. Il a rencontré le 1^{er} Vice-Président (Président par intérim) Mme le Juge Akua Kuenyehia, M. le juge Sang-Hyun Song et le Procureur, M. Luis Moreno-Ocampo.

Le 23 janvier 2007, le Greffier de la Cour pénale internationale s'est rendu à Genève pour y rencontrer M. Antonio Guterres, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Statut de Rome et le Président Kirsch a fourni des informations sur les activités actuelles de la Cour. Il a également répondu aux questions soulevées concernant la création de la Cour, son objectif et sa procédure.